

**4 Économie**

**Emprunt obligataire/Marchés financiers internationaux**

**Le Gabon lève 115 milliards de francs**

**Maxime Serge MIHIN-DOU**

Libreville/Gabon

*Selon le ministre de l'Economie, Régis Immongault, la totalité des fonds récoltée ne sera pas consacrée à des projets de développement ou d'investissements. Elle sera entièrement affectée au remboursement du solde d'une dette dont le taux d'intérêt était plus élevé. Cette opération arrangée par la Deutsche Bank est inscrite dans la Loi de finances rectificative 2017. Et cadre parfaitement avec le mémorandum économique et financier conclu avec le FMI, a-t-il souligné.*

Le gouvernement, à travers le ministère en charge de l'Economie, a réussi à lever, le 7 août dernier, 200 millions de dollars (115 milliards de francs) sur les marchés financiers internationaux, à travers une émission d'obligations. Selon le ministre de l'Economie, Régis Immongault, cette opération arrangée par la Deutsche Bank est inscrite dans la loi de Finances rectificative 2017. Et cadre parfaitement avec

le mémorandum économique et financier conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), lequel ne prévoit un recours aux marchés des capitaux internationaux qu'à hauteur de 200 millions de dollars pour 2017.

« Ce montant de 200 millions de dollars US correspond au reliquat de notre première émission obligataire internationale de 1 milliard de dollars effectuée en décembre 2007 et arrivant à échéance en décembre 2017. Depuis 2008, nous avons effectué plusieurs opérations de rachats partiels du Bond de 2007, ce qui nous a permis de réduire significativement l'échéance finale et de ne pas être confrontés à un mur de refinancement cette année », a expliqué le ministre.

Pour le gouvernement, cette opération a été un succès, dans la mesure où elle vient, a souligné le ministre, consolider la stratégie d'ajustement économique du pays.

« L'émission du 7 août a pu se faire à un rendement inférieur à celui de l'émission de référence de juin 2015, soit à un rendement de 6,85% au lieu de 6,95%, de sorte que les titres ont été émis au-dessus de leur valeur faciale, à 100,587% du

pair. Cela signifie que pour un endettement supplémentaire de 200 millions de dollars, le Gabon a été en mesure de lever 201,174 millions de dollars d'argent frais. Malgré le peu d'activités sur les marchés internationaux en août, le Gabon a été capable d'attirer une forte demande pour son opération, de l'ordre de 600 millions de dollars, soit trois fois le montant recherché. La prime de la nouvelle émission offerte aux investisseurs dans le cadre de cette opération a ainsi pu être réduite à son strict minimum, soit environ 5 points de base », a indiqué Régis Immongault.

**ENDETTEMENT\*** A propos des risques de surendettement auxquels s'expose le pays, le ministre s'est montré rassurant et inflexible. « Je tiens à préciser que cette émission ne vient pas alourdir l'endettement, dans la mesure où la totalité des fonds est affectée au remboursement du solde d'une dette dont le taux d'intérêt était plus élevé. Cette opération entre dans le cadre de notre stratégie de soutenabilité de la dette présentée au parlement et approuvée par le FMI », a précisé Régis Immongault.

Pourtant, l'opération au-



**Le ministre en charge de l'Economie Régis Immongault.**

rait pu ne pas aboutir, en raison de la décision de Moody's de dégrader la notation souveraine du Gabon au début du mois de juillet, passant de B1 à B3.

« Il est clair que la décision de Moody's est survenue à un moment très important pour le Gabon, et qu'elle aurait pu avoir des conséquences néfastes, notamment sur notre stratégie de financement. Alors que nous commençons à présenter notre programme de relance et le cadre de notre coopération avec le FMI à la communauté financière internationale, dans le but de renforcer la confiance de nos partenaires, Moody's prend la décision de nous dégrader au lieu de soutenir nos efforts. La décision de Moody's était

d'autant plus malvenue qu'elle se basait uniquement sur l'accumulation passée d'arriérés, sujet que nous avons couvert avec beaucoup de transparence avec le FMI, et qui constitue un axe prioritaire de notre programme triennal. Face à cette décision, nous avons décidé d'adopter une politique de communication proactive envers le marché et de parler directement aux investisseurs, leur présentant en toute transparence notre situation, les mesures de consolidation fiscale déjà adoptées, leurs résultats et notre plan d'action détaillé. Je pense que nous avons réussi à maintenir la relation de confiance avec le marché, malgré cet événement », a conclu, soulagé, le ministre.

**Comité ministériel de l'Umac**

**Il faut reconstituer les réserves de change !**

**MSM**

Libreville/Gabon

Une réunion du comité ministériel de l'Union monétaire et économique d'Afrique centrale (Umac), regroupant les ministres des Finances de la sous-région de la zone Cémac, s'est tenue, le 4 août dernier, à Yaoundé au Cameroun. Le Gabon était représenté par son ministre du Budget et des Comptes publics, Mathias Otounga Ossibadjou. Au centre des discussions, l'évolution récente de la conjoncture économique et financière des États membres, et l'état d'avancement des négociations avec le Fonds monétaire

international (FMI). Sur ce point, les ministres ont constaté, qu'au cours du 2ème trimestre 2017, les relations des pays membres de la Cémac avec le FMI ont été caractérisées par un dynamisme certain, notamment sous l'impulsion des décisions prises par les chefs d'État lors de leur dernier sommet tenu à Yaoundé en 2016.

Les ministres ont relevé que les requêtes du Gabon et du Cameroun ont été approuvées par le conseil d'administration du FMI pour la mise en œuvre de programmes économique et financier au titre du mécanisme de la facilité élargie de crédit sur les trois prochaines années.

Les ministres membres du

comité ont également examiné l'évolution de la situation des réserves de change de la Cémac.

Évoquant les conclusions de la réunion du Comité de politique monétaire du 22 mars dernier, ils se sont félicités de la décision visant à accorder la plus grande priorité à la consolidation de la position extérieure de la sous-région en 2017.

A ce titre, ils ont rappelé les mesures de redressement visant à réduire le volume de la liquidité de la banque centrale pour abaisser la pression sur les réserves de change. Il s'agit, notamment, ont-ils souligné, de redynamiser le marché interbancaire pour optimiser la gestion de la liquidité et intensifier



**Le ministre du Budget et des Comptes publics, Mathias Otounga Ossibadjou(D) était présent à Yaoundé.**

les transactions entre les banques. Mais aussi d'améliorer le dispositif de suivi des transferts sortants et de la position extérieure et

ensuite, de réduire la perception du risque de crédit, par l'amélioration de la qualité de l'information financière.

**Brèves**

**Éthiopie : dévaluation en vue**

La question d'une nouvelle dévaluation du Birr, la monnaie éthiopienne, fait débat dans le pays. La Banque mondiale a récemment jeté un pavé dans la mare, en recommandant au gouvernement d'Addis-Abeba de réduire de 10% le taux de change de sa monnaie avec le dollars US. L'argument fort de l'institution de Bretton Woods, c'est que cette dévaluation est la solution la plus appropriée, pour faire face à la hausse grandissante des volumes d'argent échangés sur le marché parallèle. Elle indique aussi qu'au taux actuel de 23 Birr pour 1\$, cela risque d'entraîner une distorsion et des déséquilibres dans la balance de paiements du pays.

**Sénégal : des PME exclues de la commande publique**

Selon le directeur général de l'agence pour le développement et l'encadrement des PME du Sénégal (ADEPME), la plupart des PME exercent dans l'informel et contribuent à 16% du Chiffre d'affaires global des PME. Au nombre des défis que rencontrent ces petites entreprises, la difficulté d'accès à la commande publique et aux financements bancaires. En effet, indique le responsable, seuls 28% des PME du pays ont accès à la commande publique. Il préconise que 50% de cette manne revienne à des entreprises locales.

**Nigeria : réhabilitation du réseau ferroviaire**

En vue d'améliorer le mouvement des biens à travers le pays dans une perspective de diversification économique, l'exécutif nigérian vient d'entamer un programme de réhabilitation et de construction ferroviaire estimé à 41 milliards \$, d'après Bloomberg. Le programme inclut la construction de deux nouvelles lignes, la première reliant Lagos à Kano et s'étendant sur 1100 km; la seconde reliant Lagos à Calabar, dans l'est. Le financement pour ce projet qui a été estimé à 20 milliards \$ devrait provenir principalement de la China Exim Bank. Toutefois, cette dernière n'y a pour le moment injecté que 5,9 milliards \$. D'après le ministre des transports, Rotimi Amaechi (photo), le projet sera mené par la China Civil Engineering and Construction Co. (CCECC) et devrait arriver à terme d'ici fin 2019.

**Rassemblées par MSM**

**CHANGEMENTS**

**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 14/08/2017**

**Union Gabonaise de Banque**

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	<b>1 EUR</b>	<b>655,957</b>
USD	1,1765	1USD =	557,550	1 USD	577,064
CAD	1,4956	1CAD =	438,591	1 CAD	462,049
JPY	128,4100	1JPY =	5,108	100 JPY	531,201
GBP	0,9065	1GBP =	723,655	1 GBP	755,665
CHF	1,1320	1CHF =	579,467	100 CHF	60 715,13
ZAR	15,8741	1ZAR =	41,322	100 ZAR	4 297,04
MAD	11,1371	1MAD =	58,898	1 MAD	61,25
CNY	7,8414	1CNY =	83,653	1CNY	86,16
KES	122,4000	1KES =	5,359	1KES	5,52

**INDICES BOURSIERS**

	en date du	
<b>CAC 40</b>	14/08/2017	<b>5 065,34</b>
<b>DOW JONES</b>	14/08/2017	<b>21</b>
<b>879,20</b>		

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
14 Août 2017: **51,51**